

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LIXXBAIL

Société Anonyme au capital de 76 544 672 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis - CS 30002, 92548 Montrouge cedex – France
682 039 078 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2026

I. — Bilan au 31 décembre 2025
(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, CCP	3	643	243
Effets publics et valeurs assimilés		0	0
Créances sur les établissements de crédit	3	781 120	71 280
Opérations avec la clientèle	4	8 182	12 726
Crédit-bail et location avec option d'achat	7	8 343 279	7 943 038
Immobilisations incorporelles	7	1 250	2 641
Immobilisations corporelles	7	0	0
Autres actifs	8	67 650	53 226
Comptes de régularisation	8	282 286	243 149
Total de l'actif		9 484 409	8 326 302

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	9	8 104 038	7 508 476
Dettes représentées par un titre	11	40 000	40 000
Autres passifs	12	879 741	165 292
Comptes de régularisation	12	381 577	607 455
Provisions	13	12 195	6 914
Capitaux propres (hors FRBG)	14	66 859	-1 835
Capital souscrit		76 545	69 278
Primes de fusion, d'émission et d'apport		0	246 934
Réserves		0	2 051
Ecart de réévaluation			
Provisions règlementées et subvention d'investissement			
Report à nouveau		-1 835	-317 126
Résultat de l'exercice		-7 850	-2 971
Total du passif		9 484 409	8 326 302

Hors bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Total engagements donnés	16	1 765 471	2 532 363
Engagements de financement		1 765 471	2 532 363
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Total engagements reçus	16	6 114 580	6 522 559
Engagements de financement		3 542	2 591
Engagements de garantie		6 111 038	6 519 968
Engagements sur titres			

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	17	5 552	8 359
Intérêts et charges assimilés	17	-225 957	-198 724
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	17	3 545 702	3 376 740
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	17	-3 201 679	-3 096 714
Produits sur opérations de location simple		0	0
Charges sur opérations de location simple		0	0
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions produits		5	8
Commissions charges	18	-22 700	-21 084
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	19	6 563	5 997
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-98	-758
Produit net bancaire		107 388	73 825

Produits et charges générales d'exploitation	20	-89 351	-83 300
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	20	-1 391	-1 718
Résultat brut d'exploitation		16 647	-11 193
Coût du risque	21	7 806	6 545
Résultat d'exploitation		24 452	-4 647
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		24 452	-4 647
Charges exceptionnelles	22	-32 303	
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	23	0	1 676
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		-7 850	-2 971

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2025 de - 7 850 106,98 € en totalité en report à nouveau.

- Solde du report à nouveau avant affectation : - 1 835 261,21 €
- Affectation au report à nouveau : - 7 850 106,98 €

Le compte de report à nouveau, débiteur de 1 835 261,21 € se trouvera ramené à la somme de -9 685 368,19 € après affectation.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1 cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier.

La société LIXXBAIL S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société LIXXBAIL S.A. est détenue à 99,99 % par la société CA Leasing & Factoring et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole SA et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

LIXXBAIL S.A. est une société financière de crédit-bail et de location financière. L'ensemble de son activité se déroule en France.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2025.

Au cours de l'exercice 2025, la société LIXXBAIL S.A. a procédé à une opération de restructuration de ses capitaux propres par voie de réduction et d'augmentation de capital, communément appelée « coup d'accordéon ». Cette opération a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 07 octobre 2025, afin d'apurer les pertes cumulées figurant au bilan et de reconstituer les capitaux propres.

De plus, en novembre 2025, une opération publique de titrisation a été mise en place, avec la création d'un fonds commun de titrisation (FCT). Les montants des créances de crédit-bail mobilier titrisé, qui ont fait l'objet d'une cession au FCT, s'élèvent à 699 937 K€. L'opération de titrisation est assimilée à une opération de refinancement générant la constatation de 681 277 K€ en compte de régularisation au passif en contrepartie des flux de trésorerie encaissés.

Enfin, le FCT titrisation 2023 a cédé auprès de LIXXBAIL S.A. ses créances futures pour un total de 161 M€ à fin décembre 2025 avec un excess spread réglé à CAL&F.

1.3. Evénements postérieurs au 31 décembre 2025. Néant.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de LIXXBAIL S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de LIXXBAIL S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025

Ces nouveaux règlements n'ont pas eu d'effet sur LIXXBAIL S.A.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- Immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables
- Dépréciation des actifs immobilisés
- Immobilisations en cours de construction,
- Avances et acomptes versés aux fournisseurs
- Créances douteuses nettes de dépréciations,
- Indemnités de résiliation nettes de dépréciations,
- Créances rattachées,
- Produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de dépréciation identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente.

Immobilisations

• Valeur brute & amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

• Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

2.2 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

LIXXBAIL SA constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

Ces provisions ne sont pas applicables en norme sociale en leasing, mais elles sont prises dans la comptabilité financière.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL.

L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La société LIXXBAIL SA applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

LIXXBAIL SA doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie.

Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement,

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, LIXXBAIL SA distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

• **Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par LIXXBAIL SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

• **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 223 1-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, LIXXBAIL SA le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par LIXXBAIL SA par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4 Provisions

LIXXBAIL S.A. applique le règlement de l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et pour risques et charges divers.

2.5 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- Les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes.
- Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.
- Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.
- Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

Mécanisme TLTRO III

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, LIXXBAIL SA se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

2.6 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.7 Refacturation de charges entre LIXXBAIL S.A. et CA LEASING & FACTORING

Dans le cadre de la convention d'échange de services signée entre LIXXBAIL S.A. et CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING, les montants suivants ont été refacturés en 2025 :

Facturation de CAL&F à LIXXBAIL S.A. :

- Des frais de personnel pour 49,2 M€.
- De la sous-traitance administrative pour 35,4 M€.

2.8 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d’impôt.

LIXXBAIL S.A a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d’intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, LIXXBAIL S.A constate dans ses comptes la dette d’impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

2.9 Titrisation

La titrisation cash mise en place dans LIXXBAIL S.A. est non déconsolidante. Cela signifie que l’opération a été réalisée sans sortie des actifs titrisés du bilan de l’entité qui les a cédés.

LIXXBAIL S.A titrise ses actifs mais continue à les consolider comptablement, les risques et avantages ne sont donc pas considérés comme transférés. La société conserve l’essentiel des risques de crédit, le contrôle économique des actifs et fournit des garanties importantes. Les fonds reçus de la titrisation sont comptabilisés en dettes financières.

Des schémas comptables uniquement en French GAAP ont été mis en place, afin d’annuler les flux de facturations relatifs au portefeuille de créances titrisées. Dans le cadre de la liquidation de la titrisation 2023, nous avons constaté que les flux d’annulation de produits en French GAAP étaient manquants pour certaines opérations. Ainsi, une charge exceptionnelle a été constaté à la clôture de l’exercice 2025 (cf note 22).

De plus, LIXXBAILS.A a procédé à un changement de présentation comptable des comptes de régularisation (cf note 12), en 2025. Ce changement consiste à reclasser le produit constaté d’avance relatif à la titrisation de la rubrique « Comptes de régularisation » à la rubrique « Autres passifs ».

- Cette décision tient compte de deux raisons :
- Retirer la dette de cession des créances titrisées des « Comptes de régularisation » ;
 - Regrouper cette dette avec la dette vis-à-vis du FCT (collecte du loyer) déjà présente dans la rubrique « Autres passifs ».

Note 3 Créances sur les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle

(en milliers d’euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	>1 an< 5 ans	> 5 ans				
Caisse, banques centrales	643	0	0	0	643	0	643	243
Comptes et prêts :								
- à vue	643	0	0	0	643	0	643	243
- à terme								
Total des créances éts crédit	643	0	0	0	643	0	643	243

(en milliers d’euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	>1 an< 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	68	0	0	0	68	0	68	2 288
Comptes et prêts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	68	0	0	0	68	0	68	2 288
Opérations internes au Crédit Agricole	736 479	5 024	38 216	0	779 719	1 334	781 052	68 992
Comptes et prêts :								
- à vue	31 518	0	0	0	31 518	0	31 518	627
- à terme	704 961	5 024	38 216	0	748 200	1 334	749 534	68 365
Total des créances sur les établissements de crédit	736 547	5 024	38 216	0	779 786	1 334	781 120	71 280

Note 4 Opérations avec la clientèle – Analyse par durée résiduelle

(en milliers d’euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois< 1 an	>1 an< 5 ans	> 5 ans				
Caisse, banques centrales	8 182	0	0	0	8 182	0	8 182	12 726
Comptes et prêts :								
- à vue	8 182	0	0	0	8 182	0	8 182	12 726
- à terme								
Total des créances éts crédit	8 182	0	0	0	8 182	0	8 182	12 726

Note 5 Obligations et autres titres à revenu fixe.

▪ Néant.

Note 6 Titres de participation et de filiales

▪ Néant.

Note 7 Variation de l'actif immobilisé

7.1 - Opérations de crédit-bail et assimilés

- Variation des immobilisations louées :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice 2025
Valeur brute	15 449 074	3 738 088	-2 839 787	-180 295	16 167 080
- Amortissements	-7 691 002	-2 804 619	2 345 681	100 085	-8 049 855
- Dépréciations sur actifs	-12 559	-7 321	14 149	-2 003	-7 735
Valeur nette	7 745 512	926 148	-479 958	-82 213	8 109 489

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice 2025
Valeur brute	209 742	0	-143 576	180 295	246 462
- Amortissements	-181 594	-43 991	107 657	-100 085	-218 013
- Dépréciations sur actifs	-13 173	-26 666	16 314	2 003	-21 522
Valeur nette	14 975	-70 657	-19 605	82 213	6 928

- Créances clients liées aux opérations de crédit-bail :

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	134 556	0	134 556
Créances douteuses non compromises	89 533	87 367	2 166
Créances douteuses compromises	263 224	173 083	90 141
Créances totales	487 313	260 450	226 863

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application du règlement ANC 2014-07, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilés (source financière) selon deux critères, le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles. LIXXBAIL S.A. n'a pas d'encours sains restructurés à des conditions hors marché.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

✓ Par agents économiques :

(en milliers d'euros)	
Sté non Financière	8 031 090
Etablissements de crédit	903 856
Entrepreneurs individuels	665 644
Société assurances	6 097
Administrations publiques	205 531
Administration centrales	0
Administration sécurité sociale	0
Administrations privées	34 698
Total encours financiers	9 846 916

✓ Par durées résiduelles :

(en milliers d'euros)	< = 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financier	1 458 712	2 031 699	5 863 479	493 026	9 846 916

7.2 - Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres :

✓ Variation des immobilisations incorporelles :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Valeur fin d'exercice 2025
Immobilisations incorporelles	48 281	0	0	48 281
- Amortissements	-45 640	-1 391	0	-47 031
Valeur nette	2 641	-1 391	0	1 250

- Variation des immobilisations corporelles :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Valeur fin d'exercice 2025
Immobilisations corporelles	8 398	0	0	8 398
- Amortissements	-8 398	0	0	-8 398
Valeur nette	0	0	0	0

Note 8 Autres actifs et comptes de régularisation

8.1 Autres Actifs.

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Autres actifs		
Créances sur l'Etat : acompte sur IS	0	0
Créances sur l'Etat : TVA	17 673	11 512
Fournisseurs d'immobilisation divers	36 729	25 884
Autres débiteurs divers	11 505	15 830
Titrisation	1 743	0
Total	67 650	53 226

8.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Comptes de régularisation		
Produits à recevoir sur instruments financiers	0	0
Autres produits à recevoir	5 614	3 540
Autres comptes d'attente	6 736	5 845
Autres comptes de décaissement	269 936	233 764
Total	282 286	243 149

Note 9 Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	598	0	0	0	598	0	598	816
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts sur opérations de syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaires à reverser	0	0	0	0	0	0	0	0
Appels de fonds partenaires	598	0	0	0	598	0	598	816
Opérations internes	623 049	2 120 260	5 242 888	84 707	8 070 905	32 535	8 103 440	7 507 660
Comptes ordinaires :								
- à vue	885	0	0	0	885	0	885	13 800
Comptes et emprunts :								
- à vue	255 969	0	0	0	255 969	14	255 982	44 190
- à terme	352 383	2 100 303	5 196 414	71 919	7 721 019	32 522	7 753 540	7 337 734
Emprunts sur syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	3 855	19 957	46 474	12 789	83 074	0	83 074	104 729
Appels en garantie	9 957	0	0	0	9 957	0	9 957	7 207
Total des dettes	623 647	2 120 260	5 242 888	84 707	8 071 502	32 535	8 104 038	7 508 476

Note 10 Comptes créditeurs de la clientèle – Analyse par durée résiduelle.

Néant.

Note 11 Dettes représentées par un titre – Analyse par durée résiduelle

Rubriques (en milliers d’euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Bons de caisse					0		0	0
Titres du marché interbancaire					0		0	0
Titres de créances négociables	0	40 000	0	0	40 000	0	40 000	40 000
Emprunts obligataires					0		0	0
Autres dettes représentées par un titre					0		0	0
Valeur au bilan	0	40 000	0	0	40 000	0	40 000	40 000

Note 12 Autres passifs et comptes de régularisation

12.1 Autres Passifs

Rubriques (en milliers d’euros)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat : TVA.	68 156	53 841
Dettes sur l'Etat : IS à payer	-	-
Dépôts de garantie reçus CB et location	-	-
Subventions à reverser	10 972	12 793
Fournisseurs & comptes rattachés	84 800	84 963
Clients et créiteurs divers	4 367	5 675
Titrisation (1)	711 445	8 020
Total	879 741	165 292

12.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d’euros)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Comptes de régularisation		
Charges à Payer sur Instruments Financiers	-	-
Valeurs à imputer	83 955	65 008
Produits de crédit bail et assimilés constatés d'avance (1)	8 240	279 981
Charges à Payer	289 382	262 466
Total	381 577	607 455

(1) Le compte de produit constaté d’avance présenté en 2024 dans les comptes de régularisation sous la rubrique "Produits de crédit-bail et assimilés constatés d'avance", est présenté en 2025 pour un montant de 678 636K€ en autres passifs dans la rubrique "Titrisation".
En 2024, la part de produit constaté d’avance relatif à la titrisation était de 276 835K€.

Note 13 Provisions

Rubriques	Montant 31/12/2024	Dotation	Reprise	Autres (transfert..)	Montant 31/12/2025
Engagement sociaux	7	0	0	0	7
Risque de contentieux	4 122	8 170	2 303	0	9 989
Autres R & C	2 785	62	648	0	2 199
Total	6 914	8 232	2 951	0	12 195

Note 14 Variation des capitaux propres

• Capital souscrit

Le montant du capital souscrit de 76 544 672.00€ se décompose de 19 136 168 titres d'une valeur nominale de 4.00 euros.

- Au 31/12/2025 l'actionnariat se répartit ainsi :
- ✓ CAL&F : 19 136 153 actions
 - ✓ Personnes physiques : 15 actions

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

• Variation des Capitaux propres :

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2024	Affectation du résultat de 2024	Diminution AG 07/10/2025	Augmentation AG 07/10/2025	Résultat 12 2025	Montant au 31/12/2025
Capital	69 278	0	-69 278	76 545	0	76 545
Réserves	2 051	0	-2 051	0	0	0
Primes d'émission	159 508	0	-159 508	0	0	0
Primes d'apport	15 717	0	-15 717	0	0	0
Primes de fusion	71 709	0	-71 709	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0	0	0
Sous-total	318 262	0	-318 263	76 545	0	76 545
Report à nouveau	-317 126	-2 971	318 263	0	0	-1 835
Résultat de l'exercice	-2 971	2 971	0	0	-7 850	-7 850
Total	-1 835	0	0	76 545	-7 850	66 859

• Résultat dilué par action

Résultats des opérations réduits à une seule action	2025	2024
Nombre d'actions émises	19 136 168	19 136 168
Résultat après impôt, amortissement et provisions	-7 850 107	-2 971 313
Résultat après impôt, amortissement et provisions (Par action)	-0,41	-0,16

• Proposition d'affectation du résultat

Le conseil d'administration propose l'affectation suivante du résultat

(en milliers d'euros)

Bénéfice de l'exercice	-7 850
Affectation de la réserve légale	0
Au titre de dividendes	0
Report à nouveau	-7 850
Total affectation	-7 850
Total	0

Note 15 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	779 440	68 968
Sur établissements de crédit et institutions financières	779 440	68 968
Sur la clientèle		
Obligation et autres titres à revenu fixe		
Dettes	8 093 483	7 487 582
Sur établissements de crédit et institutions financières	8 093 483	7 487 582
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	-	-
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagement de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

Note 16 Hors bilan

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
I. Engagements de financement	1 740 730	1 861 592
Engagements donnés	1 744 272	1 864 183
Aux filiales / accords de financement		
Aux filiales / garanties de taux	36 559	26 352
Engagements en faveur des établissements de crédit	36 559	26 352
Engagement de signature	1 707 713	1 837 831
Engagements en faveur de la clientèle	1 707 713	1 837 831
Engagements reçus	3 542	2 591

<i>Accords de financement</i>	3 542	2 591
<i>Des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>		
Engagements reçus des établissements de crédit	3 542	2 591
Engagements reçus de la clientèle	0	0
II. Engagements de garantie	-6 111 038	-6 519 968
Engagements donnés	0	0
<i>Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit</i>	0	0
Engagements en faveur des établissements de crédit	0	0
<i>Engagement d'ordre à la clientèle</i>	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
Engagements reçus	-6 111 038	-6 519 968
<i>Contre-garanties sur contrats de crédit bail</i>	5 755 983	5 505 068
<i>Contre-garanties sur engagements de signature</i>	355 056	676 748
Engagements reçus des établissements de crédit	6 111 038	6 181 816
<i>Engagements reçus de la clientèle</i>	0	338 152
Engagements reçus de la clientèle	0	338 152
III. Engagements sur instruments financiers à terme	0	0
Engagements donnés	0	0
<i>Opération de SWAP, taux emprunteur</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'i	0	0
Engagements reçus	0	0
<i>Opération de SWAP, taux emprunteur</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'i	0	0
IV. Autres engagements	21 199	668 180
Engagements donnés	21 199	668 180
Autres engagements donnés	21 199	668 180
Engagements reçus	0	0
Autres engagements reçus	0	0
V. Engagements hors bilan	-4 349 110	-3 990 196
Engagements donnés	1 765 471	2 532 363
Engagements reçus	6 114 580	6 522 559

Les autres engagements donnés correspondent aux créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale.

Engagements sur instruments financiers à terme. Néant.

Note 17 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés hors IFT

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges / Produits assimilés	3 551 254	3 427 636	123 618	3 385 099	3 295 438	89 661
* Opérations de trésorerie et interbancaire	5 552	225 957	-220 405	8 359	198 724	-190 365
* Opérations avec la clientèle	0	0	0	0	0	0
* Opérations de crédit-bail	3 545 702	3 201 679	344 023	3 376 740	3 096 714	280 027

Note 18 Produits / Charges liés aux commissions

Types de commissions (en milliers d'euros)	Commissions			
	Reçues 2025	Reçues 2024	Versées en 2025	Versées en 2024
Sur opérations avec les établissements de crédit :			22 002	20 582
Commissions d'apport			16 894	16 487
Commissions de risque			5 108	4 095
Commissions de caution et d'engagements				
Sur opérations avec la clientèle	5	8		
Sur instruments financiers			698	502
Sur autres services d'exploitation bancaire				
Total	5	8	22 700	21 084

Note 19 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (en milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat		5 742
Charges refacturées	70	753
Divers	28	68
Total	98	6 563

Note 20 Autres produits et charges générales d'exploitation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2025	Montant 2024
Produit net bancaire	107 388	73 825
Charges refacturées	-4 525	-5 311
Reprises provisions		
Transferts charges restructuration		
Divers autres produits d'exploitation	1 439	7 366
Autres produits d'exploitation	-3 086	2 055
Impôts et taxes	-1 231	-1 913
Refacturation groupe sur sous-traitance administrative	-84 736	-83 181
Divers autres charges d'exploitation	-298	-260
Autres charges d'exploitation	-86 265	-85 355
Solde produits/charges exploitation	-89 351	-83 300
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 391	-1 718
Résultat brut d'exploitation	16 647	-11 193

Note 21 Coût du risque

Rubriques	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Provisions pour clients douteux et contentieux	10 957	6 908	-4 049
Provisions pour risques et charges	62	649	587
Total I	11 019	7 557	-3 462
Créances irrécouvrables	7 274		-7 274
Recours / garants		17 398	17 398
Récupérations sur créances amorties		2 097	2 097
Autres	2 813	1 859	-954
Total II	10 087	21 354	11 267
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances	21 106	28 912	7 806

Note 22 Charges exceptionnelles

LIXXBAIL S.A. constate une charge exceptionnelle de 32 303 K€ au 31 décembre 2025.

Ce montant correspond à une correction relative à la titrisation mise en place en 2023 et clôturé en novembre 2025.

Note 23 Situation fiscale et latente conditionnelle**• Intégration fiscale**

LIXXBAIL SA a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

(en milliers d'euros)	2025	2024	Variation
Résultat fiscal	0	0	0
Impôt sur les sociétés (25%)	0	0	0
Contribution sociale sur les bénéfices (3,3%)	0	0	0
Impôt sur les sociétés sur exercice antérieur *	0	-1 676	1 676
Impôt société	0	-1 676	1 676
Reprise provision pour IS	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	-1 676	1 676

* Régularisation de l'impôt sur les sociétés 2023 effectuée sur l'exercice 2024.

La loi de finances rectificative de 2011 a aménagé pour la détermination du résultat des exercices clos à compter du 21 septembre 2011 les mécanismes de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant du report en avant des déficits, l'imputation de déficits antérieurs sur le bénéfice constaté au titre d'un exercice n'est dorénavant possible qu'à hauteur d'un plafond égal à 1 000 000 € majoré d'un montant de 50 % du bénéfice imposable de l'exercice excédant cette première limite. La fraction de déficit non admise en déduction du bénéfice du fait de l'application de ces dispositions demeure imputable dans les mêmes conditions sur les exercices suivants, sans limitation dans le temps.

Le déficit reportable pour l'exercice s'élève à 296 536 K€.

Libellé (en milliers d'euros)	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	-979 563	25,83%		-253 021
Dépréciation sur l'actif	-30 727	25,83%		-7 937
Activation charges/produits directs IAS	-2 578	25,83%		-666
Amortissement FDC	-15 500	25,83%		-4 004
Report déficitaire	296 536	25,83%	76 595	
PCA	2 641	25,83%	682	
Redressement fiscal	26	25,83%	7	
Indemnités de départ retraite et médailles de travail	7	25,83%	2	
Contagion	323	25,83%	83	
Indemnité de résiliation	36 983	25,83%	9 553	
FDC UNIMAT	15 500	25,83%	4 004	
IFRS 9 B1	49 978	25,83%	12 909	
IFRS 9 B2	67	25,83%	17	
Provision financière	91 336	25,83%	23 592	
Dépréciation pour risques opérationnels	9 989	25,83%	2 580	
Provisions pour risques et charges contentieuses	61 517	25,83%	15 890	
Impact retournement déficit reportable				
Impact retournement réserve latente				
Total	-463 466		145 914	-265 627
ID 2024			178 135	-299 902
Variation ID 2025/2024			-32 221	34 274
Variation nette IDP 2025/2024			2 053	

• Dettes et créances d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou qui ont été adoptés à la date de clôture.

Autres informations

• Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

12, Place des Etats Unis
CS 30002
92548 MONTRouGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE SA

12, Place des Etats Unis
CS 30002
92548 MONTRouGE CEDEX

• Ventilation de l'effectif moyen

La société n'emploie plus d'effectif propre.

• Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2025.

• Publicité des honoraires de commissaires aux comptes

Collège des Commissaires aux Comptes du Crédit Agricole Leasing et Factoring.

<i>Honoraires en K€</i>	PwC	Deloitte
Certification des comptes et examen des comptes individuels (*)	107	100
(*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.		

Note 24 Notes sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité au prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, cela étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

Variation de la réserve latente

Rubriques	Montant 2025	Montant 2024	Variation
Valeur brute des immobilisations	16 413 542	15 658 815	754 726
Subventions	-10 972	-12 793	1 821
Valeur nette financière (1)	8 401 193	8 730 998	-329 805
Valeur nette comptable	7 480 947	7 805 684	-324 737
Réserve latente brute	920 244	925 314	-5 070
Provisions financières contentieuses	-91 336	-83 042	-8 294
Provisions sociales	30 727	25 924	4 803
Réserve latente nette	859 635	868 195	-8 560

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte.

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier :

Rubriques	31-déc-25		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	-7 850	74 710	66 860
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	-8 560	868 195	859 635
Provision IFRS 9	9 394	-59 439	-50 045
Activation charges/produits directs IAS	1 727	851	2 578
Impôts différés sur réserve latente nette	2 048	-121 761	-119 713
Provisions fonds de commerce	0	15 500	15 500
Organic (Social)	-69	1 237	1 168
Activation charges/produits directs social	-2 591	-24 790	-27 381
Gains et pertes actuels / avantages	0	0	0
Impôts différés gains et pertes actuels / avantages	0	0	0
Situation nette consolidée financière	-5 902	754 503	748 601

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale,
LIXXBAIL SA
12 Place Des Etats-unis
92120 MONTRouGE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LIXXBAIL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 2 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthode et de présentation comptables relatifs à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 des règlements ANC N° 2023-03 et n° 2022-06.

- Les notes 2.9 « Titrisation » et 12 « Autres passifs et comptes de régularisation » de l'annexe aux comptes annuels qui expliquent le changement de présentation du compte « Produits de crédit-bail et assimilés constatés d'avance », initialement présenté dans le poste « comptes de régularisation » dorénavant dans le poste « autres passifs ».

- La note 24 de l'annexe des comptes annuels relative à la détermination du résultat financier, qui inclut notamment l'application de la norme IFRS 9 dans la comptabilité financière.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p><i>La société LIXXBAIL comptabilise au titre du risque de crédit et de son portefeuille client, des dépréciations individuelles de créances douteuses.</i></p> <p><i>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours douteux, déduction faite des garanties et réserves.</i></p> <p><i>Compte tenu de l'activité exercée par la société LIXXBAIL, nous considérons que l'évaluation des dépréciations des créances douteuses constitue un point clé de l'audit.</i></p> <p><i>Au 31 décembre 2025, les dépréciations des créances douteuses non compromises s'élèvent à 87,4 pour un encours de 89,5 M€ et les dépréciations des créances douteuses compromises s'élèvent à 173,1 pour un encours de 263,2 M€. (Note 7.1 de l'annexe des comptes annuels).</i></p>	<p><i>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions classées en douteux, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</i></p> <p><i>Nous avons évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par LIXXBAIL pour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les créances douteuses, - s'assurer du correct déclassement des créances en douteux, <p><i>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'examen des différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures de suivi qui en découlent, le cas échéant ; - L'appréciation des critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de LIXXBAIL et de notre connaissance des pratiques du secteur ; - L'analyse des dossiers déclassés en douteux et l'appréciation du taux de provisionnement retenu ; - Le test des calculs des dépréciations. <p><i>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</i></p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LIXXBAIL SA par votre assemblée générale du 22 mai 2023 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte et Associés

Au 31 décembre 2025, les deux cabinets étaient dans la troisième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bara NAIJA

Deloitte et associés
Charlotte VANDEPUTTE

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.